



**Décidément, cet « économiste » qui se veut être « spécialiste » de Madagascar (entre autres titres comme « politiste », « expert » des questions monétaires et des matières premières...), n'a toujours pas compris que son grand tort est de vouloir avoir raison à tout prix. Et que rien ni personne n'est venu le contrarier ou le contredire, jusqu'à aujourd'hui. Errare humanum est. Certes, mais trop d'errare n'est plus humanum mais...**

«  
**colonialistum**

»

.

***I know how to invent too***

.

Se disant aussi « chercheur indépendant », « analyste » et aussi « consultant » d'on-ne-sait-trop-quoi, il a tout intérêt à se faire consulter lui-même... Parce que tous ces domaines, cela fait un peu beaucoup. Non ? Moi, je suis journaliste d'investigation et c'est tout. Allons le démasquer par des détails qui doivent être mis à jour. Liberté d'expression, oui. Inventions colonialistes, non !

De prime abord, Olivier Vallée, 71 ans, né à Madagascar, aurait pu être la [Laurence Caramel](#) au masculin de la scribouillardise. Mais, en fait, chacun à son style : le premier est un affabulateur colonialiste qui glane des sources d'un autre millénaire pour faire sérieux ; la seconde est une pisse-copie -avec une fausse gueule de métèque de mon feu ami Moustaki, et

[des patrons milliardaires](#)

-, qui ne fait que transcrire tout ce qu'on lui raconte à 10.000 km de Madagascar. Mais leur point commun est qu'ils perpétuent le galliénisme (diviser pour régner) et ont le colonialisme dans la peau. Ils ont raté leur vocation de romanciers de fiction, en tout cas.

## Trois exemples pour démasquer cet Olivier Vallée



**Le Point Afrique** : Parmi les nombreuses interpellations survenues depuis le 21 juillet, deux individus, Philippe Marc François et Paul Rafanoarana, ont été présentés comme des supposés « cerveaux » d'un coup d'État visant le président Rajoelina. Qu'est-ce qui retient votre attention dans leur profil ?

**Olivier Vallée** : Le fait que ces deux anciens colonels sont issus de Saint-Cyr est significatif à Madagascar, où de nombreux officiers ont été formés et enrôlés dans l'armée française. Dans mon livre, je rappelle que le colonel Ratsimandrava, une des figures du renversement du régime de Philibert Tsiranana [premier président de la République de Madagascar, NDLR] en 1972, était membre du comité de salut public d'Alger avec ses homologues français. Il sera assassiné dans la foulée de sa nomination à la tête de la junte militaire malgache, que finira par dominer Didier Ratsiraka, arrivé au pouvoir en 1975.

1. Lors de son entretien avec Agnès Faivre pour le magazine « Le Point Afrique », à propos de la tentative d'assassinat du Président Andry Rajoelina, il est dit que « *le politiste Olivier Vallée décrypte, par le prisme de la société militaire malgache, cette affaire qui a défrayé la chronique* ». En préambule, voici ses déclarations mirifiques :

« Dans mon livre (« *La société militaire à Madagascar : une question d'honneur(s)* »), paru aux Éditions Karthala en 2017. Éclairage., je rappelle que le colonel Ratsimandrava, une des figures du renversement du régime de Philibert Tsiranana [premier président de la République de Madagascar, NDLR] en 1972, était membre du comité de salut public d'Alger avec ses homologues français. Il sera assassiné dans la foulée de sa nomination à la tête de la junte militaire malgache, que finira par dominer Didier Ratsiraka, arrivé au pouvoir en 1975 »

Composition du comité de salut public d'Alger (13 mai 1958)

	Wikipedia
• général Jacques Massu, président	• Gabriel Morogry, agent ICE
• Léon Dethonq, vice-président, ancien de la Défense nationale	• Paul Mercieu, directeur de société
• colonel Ducloux, ingénieur	• Maurice Mourou, directeur agricole
• colonel Jean-Robert Thomasi, ingénieur	• Roger Muler, professeur
• colonel Roger Trinquier, ingénieur	• Edgar Nazare, ingénieur aéronautique
• Agostino Amadori, général	• Lieutenant de réserve Lucien Naveau (directeur de Radio-Alger)
• André Baader, commandant aux HLM	• Rosigne Parachin, employé Shell
• Mohammed Benhadi, comptable	• Armand Perrot, commerçant
• Théo Chah, agriculteur	• André Prost, expert près les tribunaux
• Maurice Coulondre, agent immobilier	• André Rergat, secrétaire général ministre de l'Algérie
• René Daultan, directeur commercial	• Jean de Sings, directeur de l'Écho d'Alger
• Claude Dumont, directeur commercial	• Armand Vachet, chef de service
• Armand Froment, ingénieur	• René Vintignier, administrateur
• Joseph Béné, commandeur de travaux	• capitaine Jacques Vongias
• Pierre Laganarde, avocat	• capitaine Robert Masson
• Jean Latorne, directeur commercial	• capitaine Charles Renaud
• Jacques Lapeyre, avocat	• Maurice Croquet, représentant
• Bernard Lefèvre, docteur	• Roger Goutalier, commerçant
• Jean L'Herminier, ingénieur des ponts & chaussées	• Joseph Orlé, commerçant
• Roland René Madon, contrôleur	• Jacques Rousset, ingénieur
• Sadi Madhi, commandant en retraite	• Ouali Azim, député et président de l'association des maires de Kabyl
• Robert Maron, agriculteur	• Hédioum Rouba, agriculteur
• Claude Marlin, industriel	• Djeloul Rouba, agriculteur
• Jacques Merlo, ingénieur CTRH	• Bahi Rouba, comptable



Le Colonel Richard Ratsimandrava

Archi-faux, monsieur le politiste ! Et cela s'appelle de l'affabulation. Dire, déjà, que « **le colonel Ratsimandrava, une des figures du renversement du régime de Philibert Tsiranana** » est très renversant, en effet

Et oser écrire que le

**même colonel Ratsimandrava**

« **était membre du comité de salut public d'Alger avec ses homologues français** »

et, donc, confondre 13 mai 1958 à Alger et 13 mai 1972 à Antananarivo, c'est de la très mauvaise foi d'un colon jusque dans son âme damnée noire.

« Frapper à la tête et rassurer la masse égarée par des conseils perfides et des affirmations calomnieuses, tout le secret d'une pacification est dans ces deux termes. En somme, toute action politique dans la colonie doit consister à discerner et mettre à profit les éléments locaux utilisables, à neutraliser et détruire les éléments locaux non utilisables . »

**Gouverneur général de Madagascar (1896-1905)**

Wikipedia

Voici la vérité historique. Je n'ai pas besoin de Wikipedia car [j'avais 18 ans en 1972](#) . J'étais étudiant et je suis un témoin (encore) vivant de cette partie de l'Histoire de mon pays. Et je ne suis pas atteint de l'Alzheimer, môssieur le politiste de mes deux roues de bicyclette,

affabulateur menteur !

Un carnage à balles réelles, effectué par des membres de la FRS (Force républicaine de sécurité, calquée sur la CRS en France), a eu lieu sur les étudiants (dont moi), devant l'Hôtel de ville sis avenue de l'Indépendance à Antananarivo, le 13 mai 1972. Après cette tuerie, le Président Philibert Tsiranana a remis les pleins pouvoirs au Général Gabriel Ramanantsoa, le 18 mai 1972, qui devint alors une sorte de Premier ministre. Le Président Tsiranana est resté en fonction pour la forme. Après le référendum du 8 octobre 1972 confirmant les pleins pouvoirs du Général Ramanantsoa, celui-ci est devenu officiellement le second chef d'État de la Première république de Madagascar, le 11 octobre 1972.



De gauche à droite: le Colonel Richard Ratsimandrava, assassiné le 11 février 1975 - alors qu'il avait reçu les pleins pouvoirs du Général Ramanantsoa, quelques jours auparavant - ; le Général Gilles Andriamahazo, futur président du Directoire militaire qui a suivi cet assassinat, le Général Gabriel Ramanantsoa (en lunettes noires) qui venait de recevoir les pleins pouvoirs du président Philibert Tsiranana

Son mandat prévu pour 5 ans (à Madagascar, le septennat du chef d'État est devenu quinquennat à partir de ce 11 octobre 1972) va s'arrêter le 5 février 1975, car il n'a pas pu parvenu maîtriser la situation ayant prévalu sur trois fronts : politique, social et ethnique. Ce 5 février, ce fut à son tour de remettre les pleins pouvoirs au Colonel Richard Ratsimandrava qu'il avait nommé ministre de l'Intérieur. D'ailleurs, **voici les membres du gouvernement Ramanantsoa annoncé le 27 mai 1972** :

Chef du gouvernement, chargé de la Défense nationale, des Forces armée et du Plan : **Général I Gabriel Ramanantsoa**

Ministre de l'Aménagement du territoire : **Général Gilles Andriamahazo**

Garde des Sceaux, ministre de la Justice : **Jacques Andrianada**

Ministre des Affaires culturelles : **Dr Justin Manambelona**

Ministre de l'Économie et des Finances : **Albert-Marie Ramaroson**

Ministre des Affaires sociales : **Dr Albert Zafy**

Ministre de l'Intérieur et Commandant de la Gendarmerie nationale : **Colonel Richard Ratsimandrava**

Ministre de l'Information : **Commandant Joël Rakotomalala**

Ministre des Affaires étrangères : **Capitaine de Corvette Didier Ratsiraka**

Ministre du Développement rural : **Dr Emmanuel Rakotovahiny**

Ministre de la Fonction publique et du Travail : **Daniel Rajakoba**

Est-ce une « *junte militaire* » (groupe de militaires de haut rang qui se saisissent du pouvoir politique) ? Olivier Vallée, spécialiste de Madagascar confond tout, comme tout colon, qui se respecte. Plus, il affabule vraiment en méconnaissance de cause. Je sais, on dit : en connaissance de cause. Mais lui, il n'a vraiment rien connu de cette période malagasy-là. Pourquoi tromper son monde sans même s'en excuser et rectifier la vérité historique?

Philibert Tsiranana est demeuré Président de la République en titre. Mais de plus en plus

contesté, il est destitué à la suite du référendum du 8 octobre 1972 ayant confirmé les pleins pouvoirs à Gabriel Ramanantsoa qui devient officiellement le deuxième chef d'État de la République malgache, dès le 11 octobre.



Le 5 février 1975, le Général Gabriel Ramanantsoa remet les pleins pouvoirs au Colonel Richard Ratsimandrava qui déclara : " *Tsy hiamboho adidy aha, mon Général* ". Traduction : " *Je ne faillirai pas à mon devoir, mon Général* ". Une phrase célèbre qui restera gravée dans les mémoires et dans l'Histoire de Madagascar.

Revenons au 5 février 1975. Ce jour-là, le Général Ramanantsoa, remet à son tour, les pleins pouvoir à celui qu'il avait nommé ministre de l'Intérieur le 27 mai 1972. Mais à peine devenu le troisième Chef d'État de la Première République de Madagascar, le Colonel Richard Ratsimandrava est assassiné le 11 février 1975. **Ce n'est qu'après** que le Directoire militaire a été formé, dirigé par le Général Gilles Andriamahazo, du 12 février au 15 juin 1975. Ce Directoire était composé d'officiers issus des six provinces de la Grande île, Didier Ratsiraka ayant été l'un des deux officiers qui ont représenté la province de Toamasina. Qu'est-ce qu'il divague l'Olivier Vallée avec son histoire de « junte militaire » ? Ces officiers n'ont jamais pris le pouvoir par la force et, je le répète, j'en suis témoin. Ce Directoire était le seul garant de l'Unité nationale à l'époque.

## MEMBRES DU DIRECTOIRE MILITAIRE DU 12 FÉVRIER AU 15 JUIN 1975



Président : **Général de Brigade Andriamahazo Gilles** (au centre en haut sur la photo)

Premier Vice-Président pour la coordination des activités de l'inspection générale de l'État et de la direction du Plan :

**Capitaine Jaotombo Ferdinand**

Second Vice-Président pour la Défense Nationale : **Commandant Patureau Fernand**

Secrétaire Général du Directoire Militaire : **Capitaine Ralala Pierre** (il n'est pas resté longtemps)

## **Membres par province**

### ***Province de Tananarive :***

**Lieutenant-Colonel Rakotonirina Raymond**

**Commandant Rakotoarijaona Désiré**

**Commandant Andriamaholison Richard**

### ***Province de Majunga :***

**Capitaine Randrianasoavina**

**Capitaine Randriantanany Jean de Dieu**

***Province de Fianarantsoa :***

**Lieutenant-Colonel Rakotomalala Joël**

**Lieutenant-Colonel Rakotondretsitoro**

**Capitaine Ramakavelo Désiré**

**Capitaine Marson Max**

***Province de Tuléar :***

**Lieutenant-Colonel Silasy Elie**

**Lieutenant-Colonel Manjary Lucien**

**Commandant Soja**



## Commandant Raveloson Mahasampo

*Province de Tamatave :*

## Capitaine de Frégate Ratsiraka Didier

## Commandant Patureau Fernand

*Province de Diégo-Suarez :*

## Capitaine Jaotombo Ferdinand

## Lieutenant Vonimbola Samuël

04/11/18 **Une troisième république malgache déchirée par des guerres civiles de faible intensité**  
**Madagascar : deux hommes pour la présidence, et quelques questions**  
Par Olivier Vallée  
Plus qu'une simple élection de la République, Madagascar doit affronter deux défis majeurs : comment garantir la paix nationale, et quelle est la voie à suivre pour le développement du pays ?  
Le 15 janvier 2018, le président sortant Hery Rajaonarimampianina s'est vu réélire pour un second mandat. C'est une victoire, certes, mais elle est marquée par une élection contestée et marquée par la présence de deux candidats à la présidence, ce qui est une situation inédite dans l'histoire de Madagascar.  
Le 15 janvier 2018, le président sortant Hery Rajaonarimampianina s'est vu réélire pour un second mandat. C'est une victoire, certes, mais elle est marquée par une élection contestée et marquée par la présence de deux candidats à la présidence, ce qui est une situation inédite dans l'histoire de Madagascar.  
Le 15 janvier 2018, le président sortant Hery Rajaonarimampianina s'est vu réélire pour un second mandat. C'est une victoire, certes, mais elle est marquée par une élection contestée et marquée par la présence de deux candidats à la présidence, ce qui est une situation inédite dans l'histoire de Madagascar.  
**CLIQUEZ ICI POUR BIEN LIRE**

2. Seconde connerie de cet Olivier Vallée, ce qu'il a écrit dans son bouquin intitulé « *Madagascar : deux hommes pour la présidence, et quelques questions* », en 2018 :

« Il faut considérer le substrat du processus électoral caractérisé par l'insertion de nouvelles factions criminelles dans les configurations partisans subsistantes, héritières mal en point

d'une

[troisième république malgache déchirée par des guerres civiles de faible intensité](#)

»

**Guerre civile** : selon Wikipedia, « *la situation qui existe lorsqu'au sein d'un État, une lutte armée oppose les forces armées de cet État à des groupes armés identifiables, ou des groupes armés entre eux, dans des combats dont l'importance et l'extension dépasse la simple révolte ou l'insurrection* ». Comme au Soudan actuellement (avril 2023). Olivier Vallée a intérêt à bien peser les mots qu'il écrit.

Si Olivier Vallée a des problèmes personnels avec le Président Rajoelina, ce n'est pas une raison pour œuvrer dans l'affabulation pour prendre ses désirs pour des réalités. Il n'y a jamais eu de guerres civiles à Madagascar, quelle que soit l'intensité. Il n'y en aura jamais. La « cause côtière » espérée par certains ne peut être viable car nous avons tous des membres de nos familles éparpillées au sein des 18 classes (le mot ethnies aussi est à bannir) de Malagasy. Cela dit, il existe bien des querelles entre deux classes mais ça ne fera jamais tache d'huile. Faut pas trop rêver.

Madagascar : l'écume des maux

AJOUTER | TÉLÉCHARGER LE PDF | PARTAGER

**EXTRAITS**

La présidence du Sénat sera sans doute confiée au général le plus élevé en grade et le plus ancien, Richard Rakotonirina, qui tiendra ainsi le verrou du système durant l'intérim entre chefs d'État, délai nécessaire de deux mois en fin d'année 2023. Face à un candidat en position de force - Andry Rajoelina - le seul challenger majeur, qui pourrait sembler un nouvel entrant dans l'arène des élections présidentielles, se nomme Siteny Randrianasoloniaiko, député de Tuléar, la capitale du Sud. Ce champion des côtiers dirige la fédération nationale de judo, un de ses liens avec Vladimir Poutine et les Russes, qui lui assureront des appuis techniques et financiers pour son « Mihava Tour » lançant sa campagne. Plus discret, et bien qu'il ne soit pas candidat, mais personnalité originale et encore jeune de l'élite merina des hauts plateaux, on peut citer le professeur Mamy Raoul Ravelomanana, président de l'université d'Antananarivo, récemment agitée par les manifestations et les grèves pour de nombreuses raisons, dont les retards dans le versement des bourses. Ces troubles étudiants,

3. Et, jamais deux sans trois, ce que j'ai relevé dans son dernier bouquin, en date d'avril 2023, intitulé : « *Madagascar : l'écume des maux* »

« (...) Face à un candidat en position de force — Andry Rajoelina — le seul challenger majeur, qui pourrait sembler un nouvel entrant dans l'arène des élections présidentielles, se nomme Siteny Randrianasoloniaiko, député de Tuléar, la capitale du Sud. **Ce champion des côtiers** dirige la fédération nationale de judo, un de ses liens avec Vladimir Poutine et les Russes, qui lui assureront des appuis techniques et financiers pour son « Mihava Tour » lançant sa campagne.

Plus discret, et bien qu'il ne soit pas candidat, mais personnalité originale et encore jeune **de l'élite merina des hauts plateaux**, on peut citer le professeur Mamy Raoul Ravelomanana, président de l'université d'Antananarivo, récemment agitée par les manifestations et les grèves pour de nombreuses raisons, dont les retards dans le versement des bourses (...) »

Où veut en venir Olivier Vallée avec cette comparaison sans queue ni tête ? Juste pour le plaisir d'écrire "côtier" et "hauts plateaux" ?

Joseph Gallieni, né le 24 avril 1849 à Saint-Béat et mort le 27 mai 1916 à Versailles, est un militaire et administrateur colonial français. Il prend une part active à l'expansion et à la consolidation de l'empire colonial, notamment en Afrique

Politique "diviser pour mieux régner"  
il faut séparer les Malgaches pour créer une confusion. Politique de la tâche d'huile : pacifier d'abord le centre et seulement après les autres régions pour arriver à tout Madagascar.

Olivier Vallée doit être *persona non grata* à Madagascar ! Il a tenté de se prendre au sérieux en ayant imité le titre du **roman** de Boris Vian, «

*L'Écume des jours* »

. On ne mélange pas les chiffons avec les serviettes...



Olivier Vallée. Un homme de 71 ans, en cette année 2023, qui va laisser des tas d'erreurs historiques dans ses bouquins d'individu dont le grand tort est que croire qu'il a toujours raison. Encore heureux qu'il ne s'est pas bombardé "historien". Ratsimandrava, membre du Comité de Santé public d'Alger en Mai 1958 ? Seigneur !!!

